



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AUDE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N° 9 - MAI 2017

PUBLIÉ LE 19 MAI 2017

SOMMAIRE

DDTM

DDTM-SEMA

Arrêté préfectoral cadre n° DDTM-SEMA-2017-0170 portant définition d'un plan d'action sécheresse dans le département de l'Aude.....1

PREFECTURE

CABINET

Arrêté Préfectoral n° CAB-BC-2017-101 donnant autorisation à titre exceptionnel à une société privée de sécurité d'exercer des missions sur la voie publique à l'occasion de la manifestation « BANQUET DU LIVRE DU PRINTEMPS 2017 » à LAGRASSE.....37

SECRETARIAT GENERAL

DCT-BCI

Arrêté préfectoral n° DTC-BCI-2017-087 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2015113-0001 du 23 avril 2015 fixant la composition du Conseil Départemental de l'Education Nationale.....39

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL CADRE n° DDTM-SEMA-2017-0170
portant définition d'un plan d'action sécheresse
dans le département de l'Aude

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le code de la santé publique, notamment son livre III ;
- VU le code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215.1 ;
- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-3, R.216-9, R.211-66 et suivants ;
- VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2016-2021 du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 3 décembre 2015 ;
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2016-2021 du bassin Adour-Garonne approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEMA-2015-0014 portant définition d'un plan d'action sécheresse dans le département de l'Aude ;
- VU l'arrêté cadre interdépartemental du 11 mars 2008 fixant un plan d'action en cas de sécheresse pour les bassins de l'Ariège, de l'Hers Vif et leurs affluents (hors Vixiège) ;
- VU l'arrêté cadre du 04 avril 2007 définissant les seuils de vigilance, d'alerte et de crise et les mesures attenantes de limitation des usages et de préservation des ressources en cas de période de sécheresse dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté cadre du 16 novembre 2010 définissant les modes de gestion d'une sécheresse dans le département des Pyrénées-Orientales ;
- VU l'arrêté cadre interdépartemental du 08 juin 2016 portant application d'un plan d'action sécheresse sur le sous bassin du Tarn ;
- VU l'arrêté cadre interdépartemental du 09 juin 2016 portant application d'un plan d'action sécheresse sur le sous bassin de la Garonne ;
- VU la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en cas de sécheresse ;
- VU la circulaire du 15 mars 2005 relative au guide méthodologique pour la prise de mesures exceptionnelles de limitation des prélèvements d'eau en période de sécheresse ;
- CONSIDERANT** que les mesures de restriction ou d'interdiction provisoire de certains usages de l'eau sont susceptibles de devenir nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable, des écosystèmes aquatiques et pour la protection de la ressource en eau ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de faire application des dispositions visées par les articles L. 211-3 à L. 213-4, L. 432-5 et R.211-66 et suivants du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'il est indispensable aujourd'hui de disposer d'un arrêté préfectoral tenant compte des débits de référence inscrits dans la notification du 27 juin 2014 du préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée au préfet de l'Aude relative aux résultats de l'étude de détermination des volumes prélevables du bassin versant de l'Aude, de la Berre et du Rieu ;

CONSIDERANT le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 dans lequel les valeurs de débits de crise aux points stratégiques de référence sont inscrits ;

CONSIDERANT que l'équité de traitement des usagers par coordination interdépartementale doit être respectée sur tout le territoire couvert par le présent arrêté, notamment en ce qui concerne les ressources superficielles et souterraines ainsi que les ouvrages (canaux, canalisations) situés également dans un département limitrophe.

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE :

Article 1 : Objet

Le présent arrêté a pour objet de :

- délimiter les zones hydrographiques et hydrogéologiques, dans lesquels pourront s'appliquer des mesures de vigilance, de restriction ou d'interdiction provisoires des usages à partir de prélèvements effectués dans les eaux superficielles et leurs nappes d'accompagnement, ainsi que dans les eaux souterraines. Ces zones sont déclarées « zones d'alerte » au sens des articles R.211-66 et R.211-67 du code de l'environnement,
- fixer pour chacune de ces zones, les points de référence et les points complémentaires (stations hydrométriques, piézomètres, stations O.N.D.E) pour lesquels sont déterminés des seuils de déclenchement des mesures citées ci-dessus,
- fixer les seuils de déclenchement au niveau de chaque point de référence et point complémentaire en cohérence avec les SDAGEs Rhône-Méditerranée et Adour-Garonne 2016-2021, ainsi que leur progressivité, dans l'optique d'un retour à l'équilibre quantitatif 8 années sur 10 d'ici 2021,
- déterminer la consistance des mesures de vigilance, de restriction ou d'interdiction des prélèvements d'eau dans les ressources en situation de sécheresse.

Article 2 : Champ d'application

Le présent arrêté s'applique aux usages dans le département de l'Aude, desservis par une ressource superficielle ou souterraine, en fonction du lieu de prélèvement.

Article 3 : contexte réglementaire et institutionnel

1) Les zones d'alertes

Les articles R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement, relatifs à la limitation ou à la suppression provisoire des usages de l'eau, donnent les pouvoirs utiles aux préfets de département pour mettre en œuvre des restrictions aux usages de l'eau en cas de pénurie dans

une ou plusieurs zones, moyennant :

- la définition préalable de seuils d'alerte ;
- une cohérence interdépartementale par bassin versant ;
- une information préalable des usagers.

2) Le SDAGE Rhône-méditerranée 2016-2021

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée fixe sur certains cours d'eau et en différents points stratégiques des débits seuils minimum à respecter pour garantir le bon fonctionnement des milieux aquatiques. Ces débits seuils sont mesurés à partir des stations de référence associées.

- **Le DOE (Débit Objectif d'Étiage) :**

C'est le débit de référence permettant l'atteinte du bon état des eaux et au-dessus duquel est satisfait l'ensemble des usages en moyenne 8 années sur 10. Il traduit les exigences de la gestion équilibrée visée à l'article L.211-1 du code de l'environnement. À chaque station de référence, la valeur du DOE est visée chaque année en période d'étiage en valeur moyenne mensuelle.

- **Le DCR (Débit de CRise) :**

Le DCR est le débit de référence en dessous duquel seules les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile, de l'alimentation en eau potable et les besoins des milieux naturels peuvent être satisfaites.

La valeur du DCR est établie en valeur moyenne journalière.

Les seuils d'alerte d'un plan d'action doivent être compatibles avec ces **DOE** et **DCR**.

Article 4 : Définition des zones d'alerte concernées par l'arrêté cadre et des stations hydrométriques de référence correspondantes

Les zones d'alerte suivantes sont définies :

1) Zones d'alerte pour lesquelles le préfet de l'Aude est pilote de la gestion de la sécheresse :

Zone d'alerte	Station hydrométrique de référence	Code de la station
Axe réalimenté Aude médiane et aval et canal du Midi, y compris ses annexes (canal de Jonction, canal de la Robine)	Moussoulens Belvianes et Cavirac	Y1612020 Y1112010
Axe réalimenté Aude amont	Carcassonne Pont Neuf Belvianes et Cavirac	Y1232010 Y1112010
Bassin versant de l'Aude amont (hors axe réalimenté)	Carcassonne Pont Neuf Belvianes et Cavirac	Y1232010 Y1112010
Secteur Aude aval, Berre et Rieu	Ripaud (Villesèque des Corbières)	Y0824010
Secteur Orbieu et affluents rive droite de l'Aude sur ce secteur	Villedaigne	Y1584020
Secteur Cesse et affluents rive gauche de l'Aude sur ce secteur	Mirepeisset	Y1564010

Secteur Orbien et affluents rive gauche de l'Aude sur ce secteur	Bouilhonnac	Y1415020
Secteur Argent-Double et affluents rive gauche de l'Aude sur ce secteur	La Redorte (Les Salices)	Y1435410
Bassin versant du Fresquel	Carcassonne Pont Rouge	Y1364010

2) Zones d'alerte pour lesquelles le préfet de l'Aude assure la cohérence interdépartementale, sous pilotage des départements voisins :

Zone d'alerte	Préfet pilote
Système Orb	Hérault
Nappe Astienne	
Nappes Plioquaternaires	Pyrénées-Orientales
Bassin versant de l'Agly	

3) Zones d'alerte pour lesquelles le préfet de l'Aude assure l'application d'un arrêté interdépartemental :

Zone d'alerte	Station hydrométrique de référence	Code de la station
Bassin versant de l'Hers Mort	Pont de Périole	O2222510
Bassin versant de l'Hers Vif (y compris Vixiège)	Calmont	O1662910

La carte représentant ces zones d'alerte et la liste des communes concernées par chacune d'elles figurent dans les annexes 1 à 6 du présent arrêté. La carte des stations de mesure de référence figurent en annexe 7.

Dans chacune de ces zones d'alerte, les mesures de restriction ou d'interdiction de l'usage de l'eau s'appliquent aux usagers alimentés ou alimentables ainsi définis :

- Un usager alimenté est un usager qui dispose d'un système de prélèvement dans la ressource visée et de transfert d'eau utilisé en fonctionnement courant.
- Un usager alimentable est un usager qui dispose d'un système de prélèvement et de transfert d'eau provenant d'une ressource secondaire qui est utilisée en cas de problème sur la ressource principale. Ce système est fermé au quotidien et peut être ouvert en cas de besoin. Cela concerne en particulier la ressource Orb.

Article 5 : Stations hydrométriques complémentaires

Zone d'alerte	Station complémentaire	Code de la station
Axe réalimenté Aude médiane et aval	Marseillette	Y1422020
Secteur Orbieu	Saint Martin des Puits	Y1524010
Bassin versant du Fresquel	Villepinte	Y1314010

Les débits mesurés par ces stations hydrométriques ont vocation à servir d'indicateur

complémentaire lors d'un franchissement des seuils de déclenchement sur une station de référence.

Article 6 : Stations d'observations complémentaires (Observatoire national des débits d'étiage)

L'observatoire national des débits d'étiage (ONDE) est un réseau d'observations présentant le double objectif de constituer un réseau de connaissance stable sur les étiages et d'être un outil d'aide à la gestion de crise. Il est composé des 30 stations d'observation réparties sur les affluents et sous-affluents de l'Aude (liste en annexe 8). Les relevés sont effectués à une fréquence mensuelle de mai à septembre. Le niveau d'écoulement des cours d'eau est apprécié selon les modalités suivantes :

- 1a : écoulement visible acceptable
- 1b : écoulement visible faible
- 2 : écoulement non visible
- 3 : assec

Lorsque le niveau d'alerte est franchi, les relevés peuvent être complétés par une observation supplémentaire ciblée sur les stations présentant un risque d'assec d'origine anthropique.

Ces relevés sont aussi des indicateurs complémentaires pour aider à la prise de décision, notamment pour les secteurs d'alerte ne bénéficiant pas d'une station hydrométrique adaptée pour les mesures d'étiage.

Article 7 : Seuils de déclenchement

1) Principe de déclenchement

Des mesures sont actées quand le franchissement d'un seuil de déclenchement est observé plusieurs jours de suite, sans prévision d'un retour à la normale à court terme.

Sur les cours d'eau réalimentables, le franchissement du seuil de déclenchement s'apprécie au regard du débit mesuré non influencé par des compensations de prélèvement.

Par principe de solidarité amont-aval, des mesures de restriction pourront être mises en œuvre dans les zones d'alerte situées en amont des zones subissant une pénurie, indépendamment de la situation hydrologique de ces zones amont.

2) Nature des seuils de déclenchement pour les cours d'eau et leur nappe d'accompagnement

A) Zone d'alerte sous pilotage du préfet de l'Aude

Les seuils de déclenchement et les mesures afférentes sont définis comme suit :

Seuil de déclenchement	Définition	Mesures
Seuil de vigilance	Valeur correspondant à une anticipation d'environ 1 mois avant probable franchissement du seuil d'alerte.	Valeur en deçà de laquelle des mesures de communication et de sensibilisation sont mises en place auprès de tous les usagers.

Seuil d'alerte	Valeur du débit d'objectif d'étiage ou du débit d'étiage désinfluencé de fréquence quinquennale.	Valeur en dessous de laquelle une première limitation des prélèvements de 25 % est mise en place.
Seuil d'alerte renforcée	Valeur intermédiaire entre le seuil d'alerte et le seuil de crise.	Valeur en dessous de laquelle une limitation des prélèvements de 50 % est mise en place.
Seuil de crise	Valeur inscrite dans le SDAGE 2016-2021 du bassin Rhône-Méditerranée.	Valeur correspondant au débit en dessous duquel seuls les usages prioritaires liés à la santé, la sécurité civile, la salubrité publique, l'alimentation en eau potable et les besoins du milieu sont maintenus.

Les valeurs de ces seuils pour les années 2017 et 2018 sont précisées dans les tableaux situés aux pages suivantes.

SEUILS DE DECLACEMENT APPLICABLES JUSQU'AU 31 DECEMBRE 2017 (en l/s)

Stations hydrométriques	Seuil de vigilance	Seuil d'alerte	Seuil d'alerte renforcée	Seuil de crise
Aude (Belvianes)	7000	3000	2750	2500
Aude (Carcassonne Pont Neuf)	8000	3500	2800	2100
Aude (Moussoulens)	7000	2000	1700	1400
Fresquel (Carcassonne Pont Rouge)	750	500	365	230
Orbiel (Bouilhonnac)	300	90	70	50
Orbieu (Villedaigne)	600	160	135	110
Argent-Double (la Redorte – les Salices)	100	20	15	12
Cesse (Mirepeisset)	800	300	250	200
Berre (Villesèque – Ripaud)	80	20	15	13

SEUILS DE DECLENCEMENT APPLICABLES ENTRE LE 01 JANVIER ET LE 31 DECEMBRE 2018 (en l/s)

Stations hydrométriques	Seuil de vigilance	Seuil d'alerte	Seuil d'alerte renforcée	Seuil de crise
Aude (Belvianes)	7000	3000	2750	2500
Aude (Carcassonne Pont Neuf)	8000	3500	2800	2100
Aude (Moussoulens)	8200	2500	1950	1400
Fresquel (Carcassonne Pont Rouge)	750	500	365	230
Orbiel (Bouilhonnac)	300	90	70	50
Orbieu (Villedaigne)	600	170	140	110
Argent-Double (la Redorte – les Salices)	100	20	15	12
Cesse (Mirepeisset)	800	300	250	200
Berre (Villesèque – Ripaud)	80	20	15	13

B) Autres zones d'alerte

Pour toutes les autres zones d'alerte, les seuils de déclenchement sont inscrits dans les arrêtés cadre sécheresse des départements limitrophes concernés.

3) **Seuils de déclenchement relatif à la convention de Matemale**

Si la prévision de remplissage du barrage au 1^{er} avril atteste d'un volume disponible au titre de la convention de Matemale inférieure à **9 millions de m³**, des mesures de vigilance sont enclenchées sur l'axe Aude.

Il en est de même à partir du 1^{er} juillet si le débit naturel mesuré à Axat-Saint Georges est inférieur à **3 m³ /s** en moyenne journalière.

Article 8 : Mesures mises en place au niveau d'alerte et alerte renforcé pour les usages de l'eau domestiques, de loisir et industriels

Les mesures de restriction s'appliquent strictement aux usagers qui utilisent de l'eau provenant d'une ressource pour laquelle les seuils correspondant ont été franchis à la baisse.

Usages	Mesures d'ALERTE
Usages de l'eau domestique	<ul style="list-style-type: none">▪ L'arrosage des pelouses, des espaces sportifs, espaces verts publics et privés, jardins d'agrément est interdit de 8 heures à 20 heures (les jardins potagers ne sont pas concernés). Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement.▪ Le lavage des voitures est interdit hors des installations professionnelles sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (sanitaires, alimentaires ou techniques) et pour les organismes liés à la sécurité publique.▪ Le remplissage des piscines est interdit ; toutefois le premier remplissage des piscines nouvellement construites et la remise à niveau des piscines existantes sont autorisés entre 20 heures à 8 heures.▪ Le lavage à l'eau des voiries est interdit, sauf impératifs sanitaires et à l'exception des lavages effectués par des balayeuses laveuses automatiques.▪ Le nettoyage des terrasses et des façades ne faisant pas l'objet de travaux est interdit.▪ L'alimentation en eau de plans d'eau et des canaux d'agrément, en particulier ceux desservant les anciens moulins, est interdite. Une attention particulière sera portée à ces opérations afin de ne pas porter préjudice à la faune piscicole lors de la fermeture de ces canaux.▪ Les fontaines publiques en circuit ouvert doivent être arrêtées.
Usages de loisir	<ul style="list-style-type: none">▪ L'arrosage des golfs est interdit de 8 heures à 20 heures. Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement.▪ Les sports de loisirs nécessitant de marcher dans l'eau (canyoning et ruisseling,...) et l'orpaillage sont interdits dans les cours d'eau de 1^{ère} catégorie piscicole.▪ Les prélèvements d'eau pour la chasse sont réduits de 25 %.
Usages	<ul style="list-style-type: none">▪ Les activités industrielles et commerciales devront limiter au strict

Usages	Mesures d'ALERTE
industriels	<p>nécessaire leur consommation d'eau. Le registre de prélèvement réglementaire devra être rempli hebdomadairement.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le fonctionnement par éclusées des centrales hydroélectriques autorisables (par opposition aux concessions) est interdit. ▪ Les ICPE devront respecter les dispositifs s'appliquant en cas de sécheresse contenus dans leurs arrêtés d'autorisation.
Stations d'épuration des eaux usées	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les gestionnaires d'installations demandent l'autorisation préalable, aux services de police des eaux, de réaliser des interventions susceptibles de générer un rejet dépassant les normes autorisées, notamment les opérations portant sur les organes de traitement ou les opérations d'entretien des réseaux (curages...).

En situation d'alerte renforcée, les mesures définies pour l'alerte sont complétées ou renforcées par les mesures suivantes :

Usages	Mesures d'ALERTE RENFORCEE
Usages de l'eau domestique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'arrosage des pelouses, espaces verts publics et privés et jardins d'agrément est interdit. Pour les secteurs compensés, l'arrosage est interdit de 8 heures à 20 heures. L'arrosage des espaces sportifs de toute nature est interdit à l'exception d'une nuit par semaine, dès lors que la demande en sera préalablement formulée auprès du service de police de l'eau. Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement. ▪ L'arrosage des jardins potagers est interdit de 8 heures à 20 heures. Pour les secteurs compensés, cet usage est interdit de 11 heures à 18 heures. ▪ La vidange des piscines publiques est soumise à autorisation. Le 1^{er} remplissage est interdit.
Usages de loisir	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'arrosage des golfs est interdit sauf les greens et départs (un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement). ▪ Le prélèvement d'eau en vue du remplissage ou du maintien du niveau des plans d'eau de loisirs à usage personnel est interdit. La vidange des plans d'eau de toute nature est interdite dans les cours d'eau. ▪ Les prélèvements d'eau pour la chasse sont réduits de 50%.
Usages industriels	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sauf mentions spécifiques dans les arrêtés les concernant, les activités industrielles et commerciales devront réduire leur volume de prélèvement de 50% (le registre de prélèvement réglementaire devra être rempli hebdomadairement).

Article 9 : Mesures mises en place au niveau d'alerte et alerte renforcée pour les usages de l'eau agricole

Il est laissé à l'initiative des préleveurs ou de leur représentant la possibilité d'organiser les restrictions d'eau en établissant des modalités de gestion dans le cadre d'un règlement d'arrosage. Validé par l'Etat, ce règlement d'arrosage doit permettre les économies de prélèvement selon les conditions précisées ci-après.

En l'absence de règlement d'arrosage, les mesures de restriction générales sont appliquées.

1) Mesures de restriction générales

Cas général

Les mesures qui s'appliquent sont les suivantes :

- une réduction des prélèvements de 25 % par une interdiction de prélever de 11 heures à 18 heures en situation d'alerte,
- une réduction des prélèvements de 50% par une interdiction de prélever de 8 heures à 20 heures en situation d'alerte renforcée.

Cas particulier des prélèvements réalisés dans le canal du Midi et le canal de Jonction

Les préleveurs situés sur le canal du Midi et le canal de Jonction seront soumis à des mesures de restrictions journalières. Ces mesures seront mises en place sur la base de tours d'eau à appliquer sur des tronçons homogènes en termes de volume de prélèvement, en tenant compte de la longueur des biefs. A défaut d'accord trouvé sur les tours d'eau, les mesures prévues pour les prélèvements réalisés dans le canal de la Robine seront appliquées, comme précisées ci-après.

Sur chaque tronçon homogène, les tours d'eau susceptibles d'être validés devront être organisés comme suit :

- une réduction des prélèvements de 25 % par l'interdiction de prélever 1 jour sur 4 en situation d'alerte,
- une réduction des prélèvements de 50% par l'interdiction de prélever 1 jour sur 2 en situation d'alerte renforcée.

Cas particulier des prélèvements réalisés dans le canal de la Robine

Les préleveurs situés sur le canal de la Robine seront soumis aux restrictions horaires suivantes :

- une réduction des prélèvements de 25% par l'interdiction de prélever de 11 heures à 18 heures en situation d'alerte,
- une réduction des prélèvements de 50% par l'interdiction de prélever de 8 heures à 20 heures en situation d'alerte renforcée.

2) Règlement d'arrosage sur les prélèvements en cours d'eau et mesures de restriction associées

a) Périmètre du règlement d'arrosage

Les règlements d'arrosage pourront être proposés à l'initiative des préleveurs individuels ou collectifs ou du représentant de ces derniers, sur la base des périmètres suivants :

- Préleveur individuel : périmètre desservi par la prise d'eau,
- Préleveur collectif : périmètre de l'ASA ou du réseau d'irrigation collectif,
- Représentant des préleveurs : tout ou partie d'un cours d'eau.

Les règlements d'arrosage devront être cohérents sur le même secteur hydrographique.

b) Cadre des règlements d'arrosage

Ce règlement d'arrosage devra être élaboré sur le schéma général suivant :

- Définition du volume ou du débit de prélèvement ou de la hauteur d'eau de référence permettant d'appliquer la réduction.
 - Prélèvements gravitaires : la réduction du prélèvement est réalisée sur le débit d'irrigation, à l'exclusion du débit nécessaire au maintien en eau du canal. Les préleveurs doivent fournir à la DDTM les hauteurs de référence H_0 correspondant aux débits de prélèvement moyens mensuels mesurés entre le 1er juin et le 31 octobre sur une période allant de 3 à 5 ans et H_M correspondant au débit nécessaire au maintien en eau du canal.
 - Prélèvements par pompage : la réduction du prélèvement est réalisée sur le débit ou le volume d'irrigation. Les préleveurs doivent fournir à la DDTM les débits de référence Q_0 ou volumes de référence V_0 correspondant aux prélèvements moyens mensuels mesurés entre le 1er juin et le 31 octobre sur une période allant de 3 à 5 ans.
 - La réduction du prélèvement s'applique sur la base des valeurs de référence (H_0 , Q_0 , V_0).
- Définition du volume, du débit ou de la hauteur d'eau correspondant au prélèvement soumis à restriction (H_r , Q_r , V_r).
- Protocole envisagé permettant la réduction volumétrique des prélèvements,
- Moyens mis à disposition des agents des services de l'État pour effectuer un contrôle effectif des mesures prises (accès aux installations, aux données de prélèvement,...).

La validation du règlement d'arrosage reposera sur le respect des points précédents.

c) Contrôle des installations de prélèvements ayant un règlement d'arrosage

Le règlement d'arrosage validé ainsi que les autorisations de pompage devront pouvoir être présentés aux agents chargés de contrôle.

Un compteur volumétrique (prélèvements par pompage) ou un dispositif d'évaluation des volumes prélevés (canaux gravitaires) devra être mis en place.

Pour les prélèvements par canaux gravitaires, les contrôles seront réalisés à partir du dispositif d'évaluation des volumes prélevés, situé au point de prélèvement.

Pour les prélèvements par pompage, les contrôles seront réalisés par tout moyen utile (marche/arrêt des pompes, temps de fonctionnement, registre,...) précisé par le préleveur dans son règlement d'arrosage.

d) Objectifs à atteindre

Cas général

Dans le cadre de ces règlements d'arrosage, la réduction volumétrique de prélèvement devra être de :

- 25% en situation d'alerte,
- 50% en situation d'alerte renforcée.

3) Dispositions concernant les prélèvements bénéficiant d'une interconnexion de sécurité à partir d'une ressource sécurisée

Dès le franchissement du seuil d'alerte et jusqu'à la levée des restrictions, les préleveurs

devront arrêter leurs prélèvements sur les ressources situées dans les zones d'alerte concernées et mobiliser leur ressource sécurisée.

Article 10 : Mesures mises en place au niveau d'alerte et alerte renforcée pour les canaux navigables

Les prélèvements effectués par Voies Navigables de France (VNF) sur les cours d'eau sont soumis aux mesures de réduction débitmétrique suivantes :

- 25% en situation d'alerte,
- 50% en situation d'alerte renforcée.

Ces réductions sont réalisées à partir de débits de référence Q_0 correspondant aux prélèvements moyens mensuels mesurés entre le 1er juin et le 31 octobre sur une période allant de 3 à 5 ans, préalablement fournis par VNF à la DDTM. En l'absence de fourniture ces données, les mesures précisées dans le cas général du chapitre 1 de l'article 8 du présent arrêté s'appliquent. Les prises d'eau concernées sont celles de Villedubert, du canal de la Robine et du barrage de la Garenne (Cesse).

En outre, les mesures de gestion de la navigation suivantes devront être mise en place :

- **Situation d'alerte** : il sera procédé au regroupement des bateaux dans le cadre de leur franchissement d'écluses. La tenue des biefs sera réalisée sans surcote de manière à éviter les déversements au milieu naturel.
- **Situation d'alerte renforcée** : En plus des mesures d'alerte, la navigation des bateaux se fera de manière à ce que tout éclusage soit réalisé à pleine capacité des bateaux. L'organisation de la navigation sera réalisée de manière à limiter les fausses bassinées.

Article 10 : Mesures mises en place au niveau d'alerte et alerte renforcée pour les prélèvements destinés au fonctionnement des milieux naturels

A défaut d'un règlement d'arrosage tel que défini au chapitre 2 de l'article 8 du présent arrêté, les mesures qui s'appliquent sont les suivantes :

- une réduction des prélèvements de 25 % par l'interdiction de prélever de 11 heures à 18 heures en situation d'alerte,
- une réduction des prélèvements de 50% par l'interdiction de prélever de 8 heures à 20 heures en situation d'alerte renforcée.

Article 11 : Mesures mises en place au niveau de crise

A ce niveau, le préfet prendra toute mesure qu'il jugera appropriée au vu de la gravité de la situation.

Article 12 : Coordination interdépartementale

Une mise en cohérence interdépartementale est appliquée. Elle est basée sur les principes de similarité et de simultanéité des mesures à appliquer sur une même ressource.

Article 13: Application

La mise en œuvre de mesures de restriction ou d'interdiction d'usage sur une zone alerte sera actée par un arrêté préfectoral spécifique.

Article 14 : Dérogations

Les prélèvements réalisés dans une retenue alimentée en dehors de la période d'étiage et ne présentant pas de communication avec la nappe d'accompagnement de la ressource ne sont pas concernés par cet arrêté préfectoral.

Sauf exception, ces mesures de restriction d'eau ne s'appliquent pas aux usages, qui par une contractualisation avec un gestionnaire d'ouvrage, bénéficient d'une compensation intégrale de leur prélèvement par les lâchers d'eau depuis un barrage.

Les prélèvements d'eau destinés à l'abreuvement des animaux ne sont pas concernés par les mesures de restriction correspondant aux niveaux d'alerte.

Article 15 : Abrogation

L'arrêté préfectoral cadre n°DDTM-SEMA-2015-0014 du 03 juillet 2015 est abrogé.

Article 16 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de MONTPELLIER dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 17 : Publication

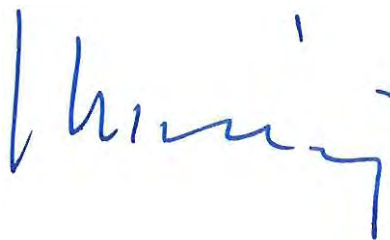
Conformément à l'article R.211-70 du code de l'environnement, le présent arrêté cadre est adressé, pour affichage en mairie, à toutes les communes et mention en est insérée en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Il sera mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Aude pendant un an et sera publié au recueil des actes administratifs

Article 18 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, les sous-préfètes des arrondissements de Limoux et Narbonne, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur de l'agence régionale de santé, le lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie, le chef du service départemental de l'agence française de biodiversité, le chef du service départemental de la chasse et de la faune sauvage, les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

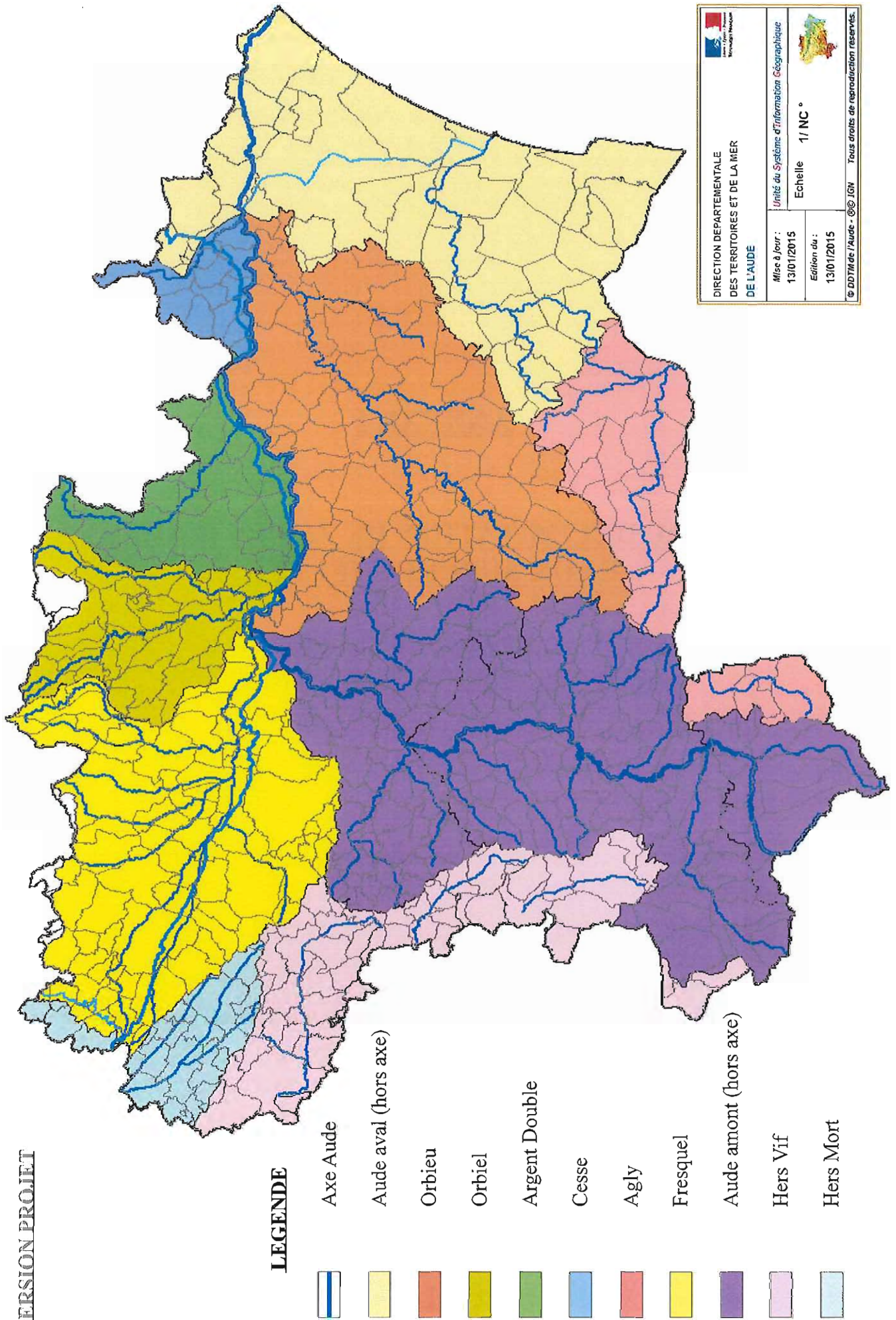
À Carcassonne, le 15 MAI 2017














Alain THIRION



ANNEXE 1

CARTE DE DELIMITATION DE ZONES D'ALERTE
« EAUX SUPERFICIELLES »



LEGENDE

-  Axe Aude
-  Aude aval (hors axe)
-  Orbieu
-  Orbiel
-  Argent Double
-  Cesse
-  Agly
-  Fresquel
-  Aude amont (hors axe)
-  Hers Vif
-  Hers Mort

	
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DE L'AUDE	
Mise à jour :	Unité du Système d'Information Géographique
13/10/2015	
Édition de :	Echelle 1/ NC °
13/10/2015	
	
© DDTM de l'Aude - © IGN Tous droits de reproduction réservés.	

ANNEXE 2

LISTE DES COMMUNES INCLUSES
DANS UNE OU PLUSIEURS ZONES D'ALERTE
« EAUX SUPERFICIELLES »

Zone d'alerte de l'Axe Aude Médiane et Aval		
Argens Minervois	Fleury	Raissac d'Aude
Azille	Floure	Roquecourbe Minervois
Barbaira	Fontiès d'Aude	Roubia
Berriac	Homps	Saint Couat d'Aude
Blomac	La Redorte	Saint Marcel sur Aude
Canet	Lézignan	Saint Nazaire d'Aude
Capendu	Marcorignan	Sallèles d'Aude
Carcassonne	Marseillette	Salles d'Aude
Castelnau d'Aude	Moussan	Tourouzelle
Coursan	Narbonne	Trèbes
Cuxac d'Aude	Paraza	Ventenac en Minervois
Douzens	Puichéric	Villedubert

Zone d'alerte de l'Axe Aude Amont		
Alet les Bains	Couffoulens	Pieusse
Artigues	Couiza	Pomas
Aunat	Courmanel	Preixan
Axat	Escouloubre	Quillan
Belvianes et Cavirac	Espéraza	Quirbajou
Bessède de Sault	Fontanès de Sault	Roquefort de Sault
Campagne sur Aude	Le Clat	Rouffiac d'Aude
Carcassonne	Limoux	Saint Martin Lys
Cavanac	Luc sur Aude	Sainte Colombe sur Guette
Cépie	Montazels	

Zone d'alerte de l'Aude aval		
Albas	Fontjoncouse	Roquefort des Corbières
Argeliers	Fraisse des Corbières	Saint André de Roquelongue
Armissan	Ginestas	Saint Jean de Barrou
Bages	Gruissan	Saint Marcel d'Aude
Bizanet	La Palme	Sallèles d'Aude
Bize Minervois	Mirepeisset	Salles d'Aude
Cascastel des	Montredon des	Sigean
Corbières	Corbières	Talairan
Caves	Moussan	Thézan des Corbières
Coursan	Narbonne	Treilles
Cuxac d'Aude	Névian	Villeneuve les Corbières
Durban des	Ouveillan	Villesèque des Corbières
Corbières	Peyriac de Mer	Vinassan
Embres et	Port La Nouvelle	Leucate
Castelmaure	Portel des Corbières	
Feuilla	Quintillan	
Fitou		
Fleury		

Zone d'alerte de l'Orbieu		
Albas	Floure	Ornaisons
Albières	Fontcouverte	Palairac
Arquettes en Val	Fontiès d'Aude	Palaja
Auriac	Fontjoncouse	Pradelles en Val
Barbaira	Fourtou	Raissac d'Aude
Berriac	Jonquières	Ribaute
Bizanet	Labastide en Val	Rieux en Val
Bouisse	Lagrasse	Roquecourbe
Boutenac	Lairière	Saint André de Roquelongue
Camplong d'Aude	Lanet	Saint Couat d'Aude
Canet	Laroque de Fa	Saint Laurent de la Cabrerisse
Capendu	Lézignan Corbières	Saint Martin des Puits
Carcassonne	Luc-sur-Orbieu	Saint Pierre des Champs
Castelnau d'Aude	Marcorignan	Salza
Caunettes en Val	Massac	Serviès en Val
Clermont sur Lauquet	Mayronnes	Talairan
Comigne	Montbrun des	Taurize
Conilhac Corbières	Corbières	Termes
Coustouge	Montirat	Thézan des Corbières

Cruscades	Montjoi	Tournissan
Davejean	Montlaur	Tourouzelle
Douzens	Montségret	Trèbes
Escales	Monze	Vignevieille
Fabrezan	Moussan	Villar en Val
Félines Termenès	Mouthoumet	Villedaigne
Ferrals les Corbières	Moux	Villerouge Termenès
	Narbonne	Villetritouls
	Névian	

Zone d'alerte de l'Orbiel		
Aragon	Lastours	Salsigne
Bagnoles	Laure Minervois	Trassanel
Bouilhonnac	Les Ilhes	Trèbes
Brousses et Villaret	Les Martyrs	Villalier
Cabrespine	Limousis	Villanière
Carcassonne	Malves en Minervois	Villardonnel
Castans	Mas Cabardès	Villarzel Cabardès
Caudebronde	Miraval Cabardès	Villedubert
Conques-sur-Orbiel	Montolieu	Villegailhenc
Cuxac Cabardès	Pennautier	Villegly
Fontiers Cabardès	Pradelles Cabardès	Villemoustaussou
Fournes Cabardès	Roquefère	Villeneuve Minervois
Fraisse Cabardès	Rustiques	
La Tourette	Sallèles Cabardès	
Labastide Esparbairénque		

Zone d'alerte de l'Argent Double		
Aigues Vives	Homps	Rieux Minervois
Argens Minervois	La Redorte	Rustiques
Azille	Laure Minervois	Saint Frichoux
Badens	Lespinassière	Trausse
Bagnoles	Marseillette	Trèbes
Blomac	Pépieux	Villarzel Cabardès
Cabrespine	Peyriac Minervois	Villeneuve Minervois
Caunes Minervois	Puichéric	
Citou		

Zone d'alerte de la Cesse		
Argens Minervois	Marcorignan	Saint Marcel
Bize Minervois	Mirepeisset	Saint Nazaire
Ginestas	Paraza	Sainte Valière
Mailhac	Pouzols Minervois	Sallèles d'Aude
	Roubia	Ventenac en Minervois

Zone d'alerte de l'Agly		
Auriac	Gincla	Quintillan
Bugarach	Laroque-de-Fa	Rouffiac-des-Corbières
Camps-sur-l'Agly	Maisons	Saint-Martin-Lys
Cubières-sur-Cinoble	Massac	Sainte-Colombe-sur
Cucugnan	Montfort-sur-Boulzane	Guette
Davejean	Montgaillard	Salvezines
Dernacueillette	Padern	Soulatgé
Duilhac-sous-Peyrepertuse	Palairac	Tuchan
Embres-et-Castelmaure	Paziols	Villeneuve-les-
Félines Termenès	Puilaurens	Corbières
Fourtou		

Zone d'alerte du Fresquel		
Airoux	La Force	Pezens
Alairac	La Pomarède	Puginier
Alzonne	Labastide d'Anjou	Raissac sur Lampy
Aragon	Labécède Lauragais	Ricaud
Arzens	Lacombe	Saint Denis
Baraigne	Laprade	Saint Martin Lalande
Bram	Lasbordes	Saint Martin le Vieil
Brézilhac	Lasserre de Prouilhe	Saint Papoul
Brousses et Villaret	Laurabuc	Saint Paulet
Cailhau	Laurac	Sainte Eulalie
Cailhavel	Lavalette	Saissac
Carcassonne	Les Brunels	Souilhanel
Carlipa	Les Cassés	Souilhe
Castelnaudary	Les Martyrs	Soupex
Caudebronde	Mas Saintes Puelles	Tréville
Caux et Sauzens	Mireval Lauragais	Ventenac Cabardès
Cenne Monestiés	Montferrand	Verdun en Lauragais
Cuxac Cabardès	Montmaur	Villasavary
Fanjeaux	Montolieu	Villemagne
Fendeille	Montréal	Villemoustaussou
Ferran	Moussoulens	Villeneuve la Comptal
Fontiers Cabardès	Pennautier	Villeneuve les Corbières
Issel	Pexiora	Villepinte
La Cassaigne	Peyrens	Villesèquelande
		Villesisclé
		Villespy

Zone d'alerte de l'Hers Mort		
Baraigne	Marquein	Payra-sur-l'Hers
Belflou	Mas Saintes Puelles	Peyrefitte sur l'Hers
Cumiès	Mayreville	Saint-Amans
Faja la Relenque	Mézerville	Saint Michel de Lanes
Fonters du Razès	Molandier	Saint Paulet

Gourvielle La Louvière Lauragais Laurac Les Cassès	Molleville Montauriol Montferrand Montmaur	Sainte Camelle Salles-sur-L'Hers Villeneuve la Comptal
---	---	--

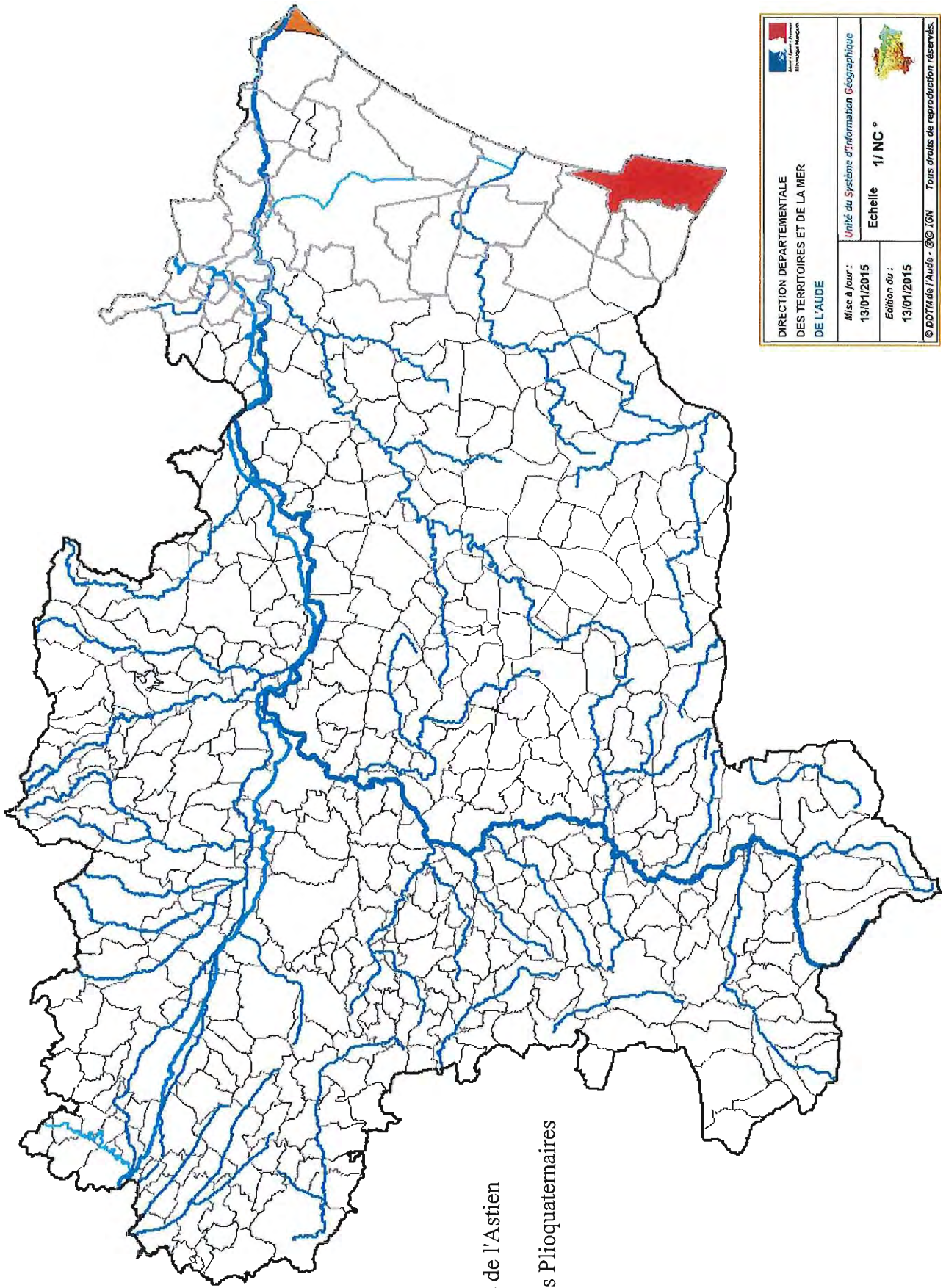
Zone d'alerte de l'Hers Vif		
Belcaire Belpech Belvis Camurac Caudeval Chalabre Comus Corbières Coudons Courtauly	Espezel Gueytes et Labastide La Bezole Lafage Lignairolles Monthaut Montjardin Nébias Peyrefitte du Razès Plavilla	Pomy Puivert Rivel Saint Benoit Saint Gaudéric Sainte Colombe sur l'Hers Signalens Sonnac sur l'Hers Tréziers Villefort

Zone d'alerte de l'Aude amont		
Ajac Alaigne Alairac Albières Alet-les-Bains Antugnac Arques Artigues Aunat Axat Belcaire Belcastel et Buc Belfort-sur-Rebenty Bellegarde du Razès Belvèze du Razès Belvianes et Cahirac Belvis Bessède de Sault Bouisse Bouriège Bourigeole Brenac Brézilhac Brugairolles Bugarach Cailhau Cailla Cambieure Campagna de Sault Campagne sur Aude Camurac Carcassonne	Espéraza Espezel Fa Fajac en Val Fenouillet du Razès Ferran Festes et Saint André Fontanès de Sault Fourtou Gaja et Villedieu Galinagues Gardie Ginols Gramazie Granès Greffeil Hounoux Joucou La Bezole La Courtète La Digne d'Amont La Digne d'Aval La Fajolle La Serpent Ladern sur Lauquet Lauraguel Lavalette Le Bousquet Le Clat Leuc Lignairolles Limoux	Pauligne Peyrolles Pieusse Pomas Pomy Preixan Puilaurens Puivert Quillan Quirbajou Rennes le Château Renne les Bains Rivel Rodome Roquefeuil Roquefort de Sault Roquetaillade Rouffiac d'Aude Roullens Routier Rouvenac Saint Couat du Razès Saint Ferriol Saint Hilaire Saint Jean de Paracol Saint Julia de Bec Saint Just et le Bézu Saint Louis et Parahou Saint Martin de Villereglan Saint Martin Lys Saint Polycarpe



Cassaignes	Loupia	Sainte Colombe sur
Castelreng	Luc sur Aude	Guette
Caunette sur Lauquet	Magrie	Salvezines
Cavanac	Maras	Serres
Cazilhac	Malviès	Sougraigne
Cépie	Marsa	Terroles
Clermont sur Lauquet	Mas des Cours	Tourelles
Comus	Mazerolles du Razès	Valmigère
Conilhac de la Montagne	Mazuby	Véraza
Coudons	Mérial	Verzeille
Couffoulens	Missègre	Villar Saint Anselme
Couiza	Montazels	Villardebelle
Counozouls	Montclar	Villarzel-du-Razès
Cournanel	Montgradail	Villebazy
Coustaussa	Monthaut	Villefloure
Donazac	Nébias	Villelongue d'Aude
Escouloubre	Niort de Sault	
Escueillens et Saint Just	Palaja	


ANNEXE 3

CARTE DE DELIMITATION DE ZONES D'ALERTE
« EAUX SOUTERRAINES »



LEGENDE

-  Nappe de l'Astien
-  Nappes Pliocènes

	
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DE L'AUDE	
Mise à jour : 13/01/2015	Unité du Système d'Information Géographique
Edition de : 13/01/2015	Echelle 1 / NC °
© DDTM de l'Aude - @ ION Tous droits de reproduction réservés.	

ANNEXE 4

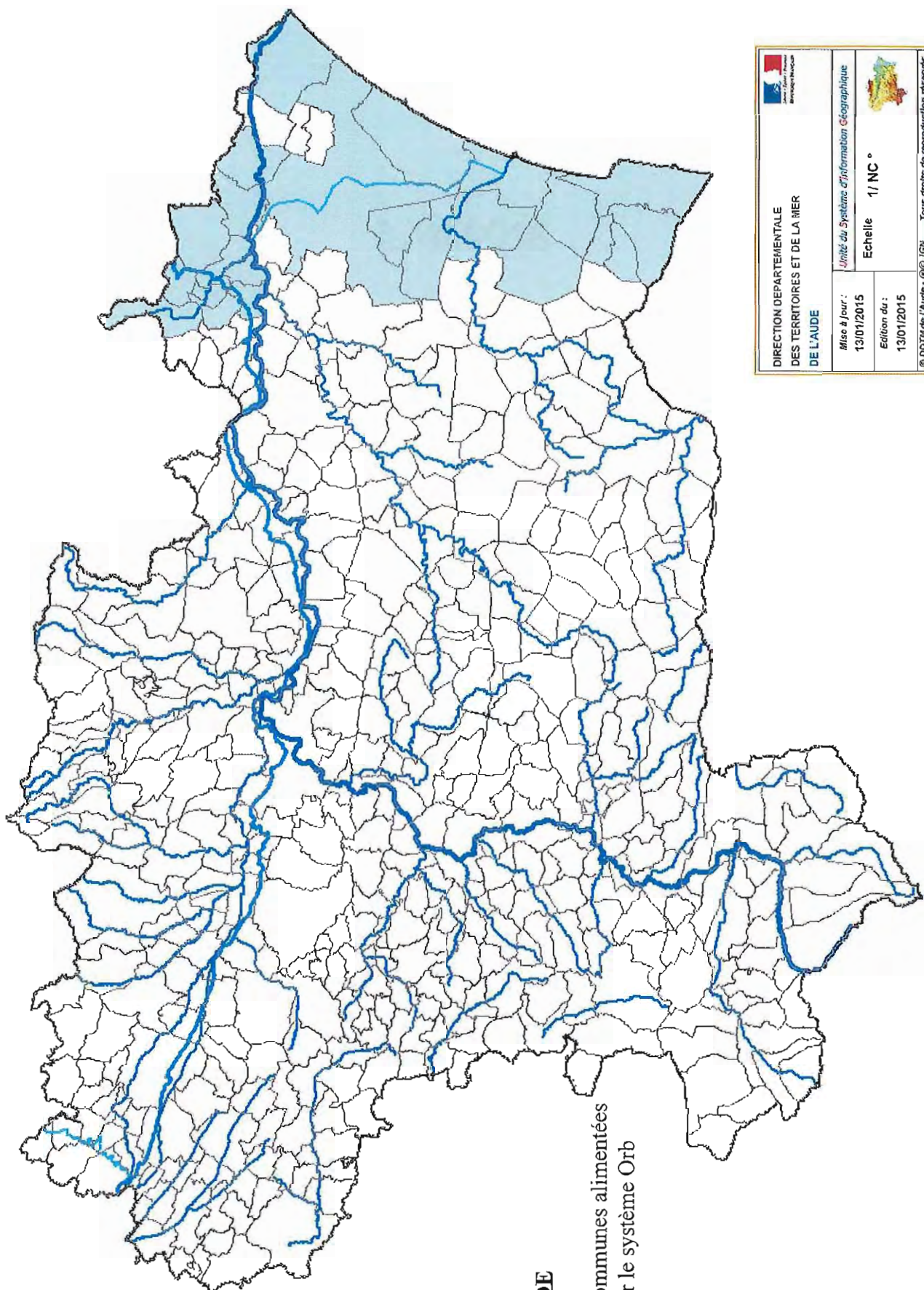
LISTE DES COMMUNES INCLUSES DANS UNE ZONES D'ALERTE « EAUX SOUTERRAINES»

Communes incluses dans les nappes de :

- Nappe de l'Astien : Fleury d'Aude
- Nappe du Plioquaternaire : Leucate


ANNEXE 5

CARTE DE DELIMITATION DE LA ZONES D'ALERTE
« SYSTEME ORB »



LEGENDE


 Communes alimentées
 par le système Orb

	
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DE L'AUDE	
Mise à jour : 13/01/2015	Unité du Système d'Information Géographique
Edition du : 13/01/2015	Echelle 1 / NC °
© DD/Tdte /Aude - © IGN Tous droits de reproduction réservés.	

ANNEXE 6

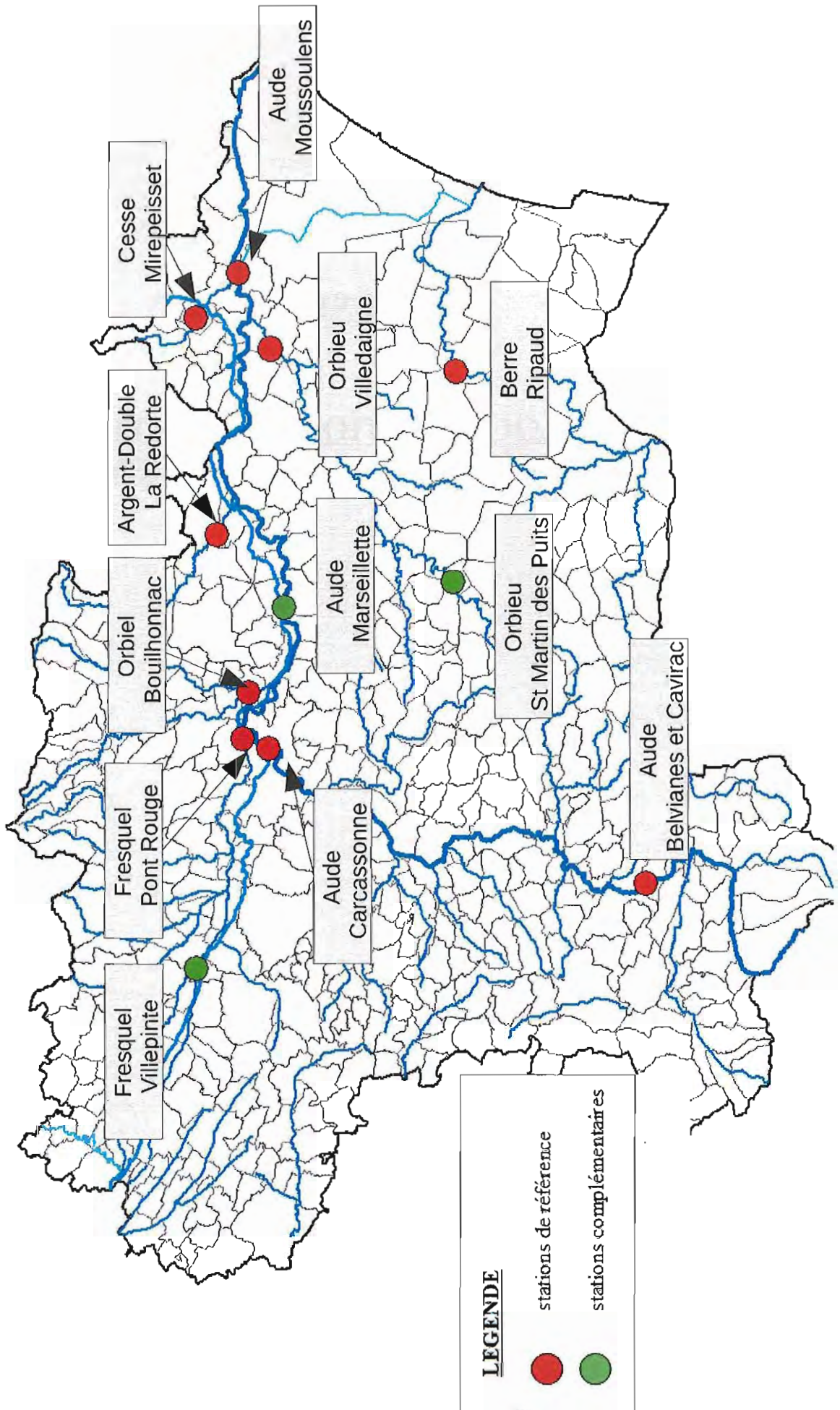
**Liste des communes incluses dans la zone
d'alerte « système ORB »**

Communes alimentées par le système Orb (eau potable ou eau brute)		
Argeliers Bages Bize Minervois Cuxac d'Aude Fitou Ginestas	Gruissan La Palme Mirepeisset Ouveillan Peyriac de Mer Port la Nouvelle	Roquefort des Corbières Treilles

Communes alimentables par le système Orb (eau potable ou eau brute)		
Caves Coursan Fleury d'Aude	Leucate Narbonne Saint Marcel	Saint Nazaire Sallèles d'Aude Sigean

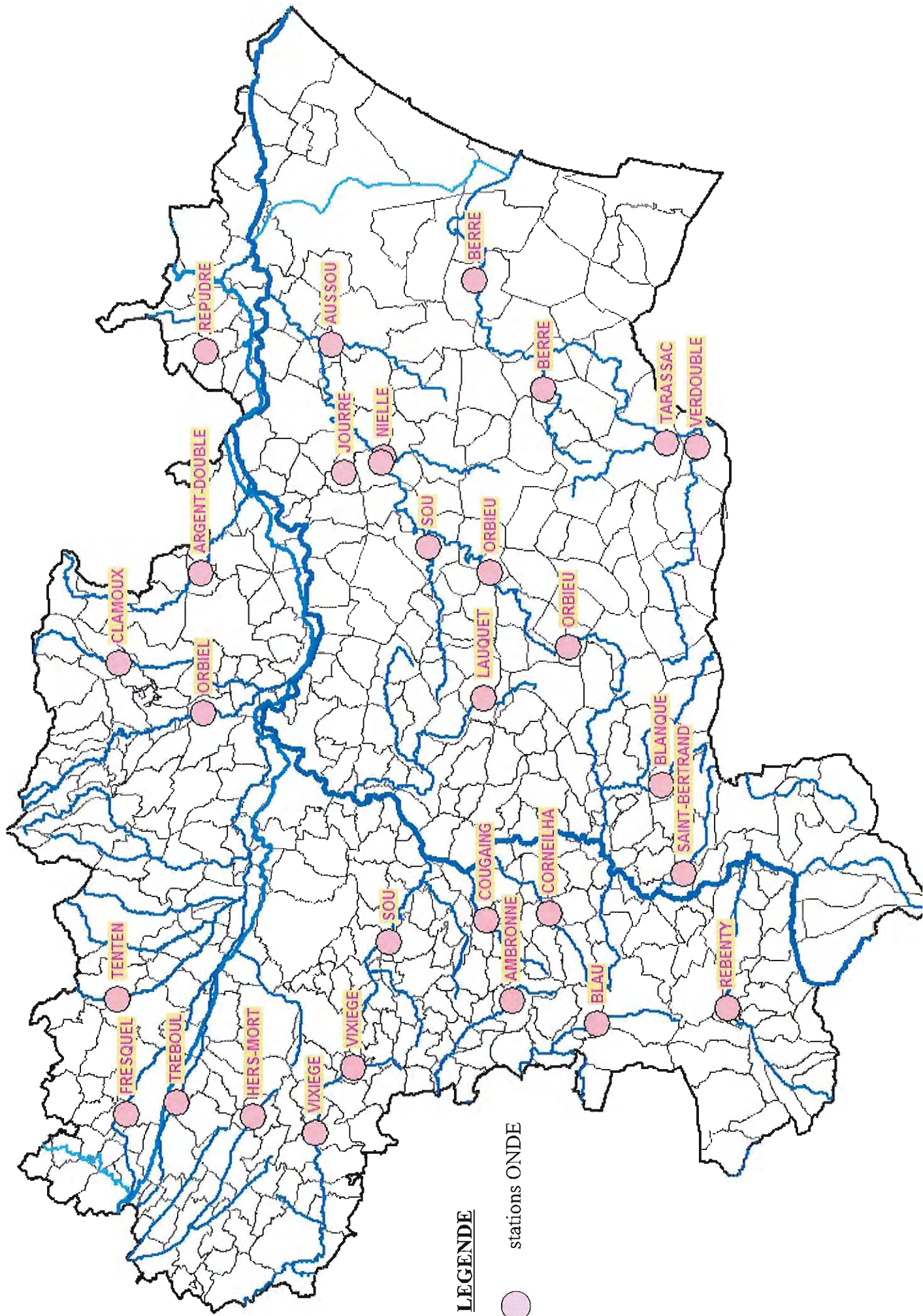
ANNEXE 7

**CARTE DE LOCALISATION DES STATIONS DE
MESURES DE REFERENCE ET COMPLEMENTAIRE**



ANNEXE 8

CARTE DE LOCALISATION ET LISTE DES STATIONS DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES ETIAGES



Cours d'eau	Commune	Risque de type d'assec à chaque station
Le Tenten	Verdun-en-Lauragais	anthropique
L'Orbieu	Lanet	naturel
Le Verdoube	Padern	naturel
L'Aussou	Ornaisons	anthropique
La Jourre	Fontcouverte	naturel
La Cesse	Sallèles d'Aude	naturel
Le Fresquel	Souilhanel	naturel
L'Ambrome	St Benoît	anthropique
Le Rebenty	Belfort	naturel
Le Lauquet	Clermont-sur-Lauquet	naturel
La Blaque	Rennes les Bains	anthropique
L'Orbieu	Fabrezan	anthropique
La Berre	Portel des Corbières	anthropique
La Berre	Villeneuve des Corbières	naturel
La Clamoux	Cabrespine	naturel
L'Orbiel	Conques-sur-Orbiel	anthropique
Le Tarrassac	Tuchan	naturel
Le Blau	Villefort	anthropique
La Corneilha	Bourriège	naturel
Le Cougaing	La Digne d'Amont	anthropique
St Bertrand	Quillan	anthropique
Hers Mort	St Michel de Lanès	naturel
Tréboul	Castelnaudary	anthropique
Vixiège	Orsans	naturel
Vixiège	Gaja la Selve	anthropique
Argent Double	Peyriac-Minervo	anthropique
Nielle	Fabrezan	anthropique
Orbieu	St Martin des Puits	naturel
L'Alsou	Lagrasse	naturel
Sou	Cambieure	anthropique



PREFET DE L'AUDE

Arrêté Préfectoral n° CAB-BC-2017- 101 donnant autorisation à titre exceptionnel à une société privée de sécurité d'exercer des missions sur la voie publique à l'occasion de la manifestation « BANQUET DU LIVRE DU PRINTEMPS 2017 » à LAGRASSE

**Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de sécurité intérieure, livre VI, titre 1^{er}, section 2 activités de surveillance et de gardiennage ;

VU l'arrêté préfectoral DCT-BCI-2017-075 du 20 mars 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Grégory LECRU, Sous-Préfet, Directeur de cabinet du préfet de l'Aude,

VU la décision du président de la commission interrégionale d'agrément et de contrôle Sud du Conseil national des activités privées de sécurité en date du 30 septembre 2014, autorisant la société « Force Méditerranée de Sécurité », dont le siège social est 2 bis, rue Racine à Narbonne, à exercer en qualité d'entreprise privée de sécurité, sous le n° AUT- 011-2113-09-25-20140337366,

VU les devis produits par la société « Force Méditerranée de Sécurité » et approuvés respectivement par la commune de Lagrasse, relatifs aux prestations qui seront fournies par l'entreprise, dans le cadre du déroulement de la manifestation « Banquet du livre du printemps 2017 », à compter du 26 mai 2017 à 10H00 jusqu'au 28 mai 2017 à 19H00 ;

VU la lettre du 17 mai 2017, par laquelle le gérant de la société, Monsieur Hugues PELLEGRINI, demande que l'entreprise soit autorisée, à titre exceptionnel, pour la durée des prestations, à exercer sur la voie publique des missions de surveillance en ce qui concerne les biens dont la garde lui sera confiée,

VU le tableau récapitulatif des cartes professionnelles dont sont titulaires les agents de sécurité qui seront employés par la société à l'occasion de la manifestation, produit à l'appui de la demande,

Considérant qu'il appartient à l'entreprise « Force Méditerranée de Sécurité » de s'assurer de l'habilitation des agents de sécurité qu'elle emploie lors de la manifestation,

Considérant que l'ampleur de la manifestation, tant par le nombre prévisionnel de personnes accueillies que par le caractère exceptionnel des moyens en infrastructures et en matériels, ainsi que sa localisation géographique sur la commune de Lagrasse, nécessite la mise en œuvre des prestations de sécurité, objet des devis ci-dessus visés qui justifient la réalisation de déplacements sur la voie publique,

Sur proposition de Monsieur le Sous-Préfet Directeur de cabinet du préfet de l'Aude ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

L'entreprise « Force Méditerranée de Sécurité » sise 2, bis rue Racine à Narbonne, dirigée par M. Hugues PELLEGRINI, est autorisée à titre exceptionnel, à exercer sur la voie publique des missions de surveillance contre les vols, dégradations et effractions visant les biens dont la garde lui est confiée lors de la manifestation, « Banquet du livre du printemps 2017 », du 26 mai 2017 à 10H00 jusqu'au 28 mai 2017 à 19H00, sur le territoire de la commune de Lagrasse.

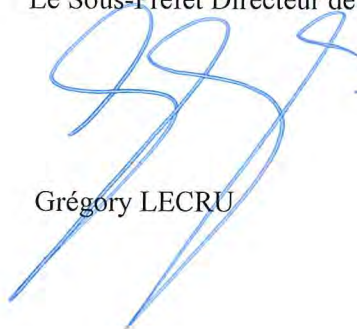
ARTICLE 2 :

La mission est constituée par la surveillance sur les parkings et rues, ainsi que la protection et le gardiennage des décors, stands et comprend les déplacements sur la voie publique nécessaires à l'exercice de celle-ci, pour une durée allant du 26 mai 2017 à 10H00 jusqu'au 28 mai 2017 à 19H00.

ARTICLE 3 : Monsieur le Sous-Préfet Directeur de cabinet du préfet de l'Aude, M. le Colonel Commandant le groupement de gendarmerie de l'Aude, M. le Maire de Lagrasse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Hugues PELLEGRINI et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

CARCASSONNE, le 18 mai 2017

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet Directeur de cabinet



Grégory LECRU



PRÉFET DE L'AUDE

Arrêté préfectoral n° DCT-BCI-2017-087 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2015113-0001 du 23 avril 2015 fixant la composition du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale

Le préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'éducation et notamment ses articles L.235-1 et R.235-1 à R.235-11,

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et notamment son article 12, modifiée et complétée par la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'État et les collectivités locales,

VU l'arrêté préfectoral n° 2015113-0001 du 23 avril 2015 fixant pour trois ans la composition du Conseil de l'Éducation Nationale du département de l'Aude modifié par arrêtés préfectoraux n° DCT-BCI-2015-077 du 4 mai 2015, n° DCT-BCI-2015-0012 du 21 octobre 2015, n° DCT-BCI-2015-077 du 26 novembre 2015, n° DCT-BCI-2016-009 du 1er février 2016, n° DCT-BCI-2016-024 du 29 février 2016, n° DCT-BCI-045 du 14 juin 2016, n° DCT-BCI-2016-066 du 25 octobre 2016, n° DCT-BCI-2016-067 du 14 novembre 2016 et n° DCT-BCI-2016-076 du 15 décembre 2016,

VU les modifications des représentants des personnels transmises par les services départementaux de l'éducation nationale le 2 mai 2017,

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2015113-0001 du 23 avril 2015 portant composition du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale est modifié ainsi qu'il suit :

A - MEMBRES DE DROIT

- Présidents :

- **M. le préfet de l'Aude**

- **M. le président du conseil départemental de l'Aude**

- Suppléants ayant qualité de vice-présidents :

- **Mme la Directrice académique** des services départementaux de l'éducation nationale,

- **Mme Tamara RIVEL**, conseillère départementale, déléguée par le président du conseil départemental.

B - MEMBRES DÉSIGNÉS

I - Représentants des collectivités locales :

▪ Maires :

<u>Titulaires</u>	<u>Suppléants</u>
- M. Philippe ANDRIEU Maire de CÉPIE	- M. Jean-Paul DUPRÉ Maire de LIMOUX
- M. Roger ADIVEZE Maire d'ALAIRAC	- M. Sébastien PLA Maire de DUILHAC SUR PEYREPERTUSE
- M. André HERNANDEZ Maire de CANET D'AUDE	- M. Denis ADIVEZE Maire de CAUNES MINERVOIS
- Mme Magali ARNAUD Maire de VILLAR-EN-VAL	- Mme Marie BAT Maire de BAGES

▪ Conseillers départementaux :

<u>Titulaires</u>	<u>Suppléants</u>
- Mme Valérie DUMONTET Conseillère départementale du canton Le Lézignanais	- Mme Stéphanie HORTALA Conseillère départementale du canton La Malepère à la Montagne Noire
- M. Jean-Noël LLOZE Conseiller départemental du canton Carcassonne 3	- M. Jean-Luc DURAND Conseiller départemental du canton Narbonne 2
- Mme Éliane BRUNEL Conseillère départementale du canton Le Bassin Chaurien	- Mme Annie BOHIC-CORTES Conseillère départementale du canton La Haute Vallée de l'Aude
- M. Nicolas SAINTE-CLUQUE Conseiller départemental du canton Narbonne 1	- Mme Catherine BOSSIS Conseillère départementale du canton Narbonne 2
- Mme Rose-Marie JALABERT-TAILHAN Conseillère départementale du canton La région Limouxine	- M. Hervé BARO Conseiller départemental du canton Les Corbières

▪ Conseillers régionaux :

<u>Titulaire</u>	<u>Suppléant</u>
- Mme Hélène GIRAL Conseillère régionale	- Mme Mylène VESENTINI Conseillère régionale

II - Représentants des personnels titulaires de l'État :

exerçant leurs fonctions dans les services administratifs et les établissements d'enseignement et de formation des premier et second degrés situés dans le département, désignés sur proposition des organisations syndicales représentatives dans le département.

a) Union Nationale des syndicats autonomes (UNSA) :

<u>Titulaires</u>	<u>Suppléants</u>
- Mme Françoise PARRINI UNSA Education de l'Aude 14 boulevard Jean Jaurès - BP 17 11001 CARCASSONNE CEDEX	- M. Patrice BOFFELLI Ecole A. PIC 963 boulevard de l'Avenir 11210 PORT LA NOUVELLE
- Mme Anne MARTY Ecole Lamartine 5 rue des Bons Enfants 11100 NARBONNE	- M. Yannick SALSEGNAC École maternelle C. Perrault 17 rue du Mont Alaric 11100 NARBONNE
- M. Jean-Michel AT Collège Émile Alain 1 rue Émile Alain 11000 CARCASSONNE	- Mme Isabelle GUISGAND Lycée François Andréossy 1 rue Saint François 11400 CASTELNAUDARY
- Mme Sandrine SIRVENT Collège J. Ferry 7 rue Vauban 11100 NARBONNE	- Mme Françoise MES Lycée Jacques Ruffié Allée François Mitterrand - BP 108 11300 LIMOUX

b) Fédération syndicale unitaire (FSU) :

<u>Titulaires</u>	<u>Suppléants</u>
- Mme Delphine BEN YOUSSEF 20 rue de l'Orme - Montlegun 11090 CARCASSONNE	- Mme Julia VIES 19 chemin de Rieux 11700 PEPIEUX

- **M. Jean-Louis BURGAT**
Résidence Occitania – Apt 20 Porte C
436 Boulevard Eschasseriaux
11210 PORT LA NOUVELLE

- **M. Philippe BRETZNER**
6 rue Mozart
11300 LIMOUX

- **Mme Hélène MAILLOT**
15 rue des Potiers
11400 CASTELNAUDARY

- **Mme Marie-Clotilde SOUBERCAZES**
33 rue Suffren
11100 NARBONNE

- **M. Jean-Louis BOUSQUET**
Rue des Escairolles
11340 ROQUEFEUIL

- **M. Laurent WAGENER**
17 rue de la Ricarde
11110 ARMISSAN

c) FÉDÉRATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE - Force ouvrière (FNEC-FP-FO :)

Titulaire

Suppléant

- **Mme Marie PALLUIS**
78 avenue St Marc
11200 ORNAISONS

- **Mme Christelle ARATOR**
Logement Ecole
Route de Cazilhac
11570 CAVANAC

d) Syndicat national des lycées et collèges (SNALC)

Titulaire

Suppléant

- **Mme Christelle ASSENS**
Domaine Plages hautes
11440 PEYRIAC SUR MER

- **Mme Marie-Fleur LEPAGE SIRVEN**
18 rue de la liberté
11510 CAVES

III - Représentants des usagers :

a) Représentants des parents d'élèves :

- Fédération des Conseils de Parents d'Élèves des écoles publiques (F.C.P.E.) :

Titulaires

Suppléants

- **Mme Isabelle PINATEL**
6 rue Jean Giono
11130 SIGEAN

- **M. Stéphane PARRINI**
9 lot Le Terret d'Augusta
11490 PORTEL DES CORBIERES

- **Mme Marianne MARTINEZ LAUTREC**
4 rue de la Forge
11250 ST HILAIRE

- **M. Sylvain LE NOACH**
11 rue de las Leras
11220 ST LAURENT

- **Mme Laurence CAZABAN**
120 rue de l'Eglise
11570 CAVANAC

- **Mme Anne POIRIER**
2 rue de la Poste
111540 ROQUEFORT DES CORBIERES

- **Mme Nathalie WAESSEM**
21 rue des Rosiers
11300 LIMOUX

- **M. Alain TAURINES**
22 rue A. de Niquet
11000 CARCASSONNE

- **Mme Marie-Noëlle MONTISCI**
26 rue Marceau Perrutel
11000 CARCASSONNE

- **Mme Nora ANGELASTRO**
6 rue des Glycines
11000 CARCASSONNE

- **M. Patrick BARBIER**
7 rue du 14 juillet
11610 PENNAUTIER

- **Mme Cathy PEIX**
33 rue Occitanie
11800 TREBES

- **Mme Séverine BROIN**
14 impasse des Marronniers
11300 LIMOUX

- **Mme Ghania PREVOT**
7 rue du Camp d'Al Clot
11250 ROUFFIAC D'AUDE

b) Représentants des associations complémentaires :

- Associations complémentaires de l'École Publique (ADPEP):

Titulaire

Suppléant

- **Mme Mariane DEZARNAUD**
13 rue de Belfort
11000 CARCASSONNE

- **M. Thierry MASCARAQUE**
22 rue Antoine Marty
11000 CARCASSONNE

IV - Personnalités compétentes dans le domaine économique, social, éducatif ou culturel :

1) Nommées par le préfet :

Titulaire

Suppléant

- **Mme Andrée IBAL**
*Union Départementale
des Associations Familiales*
Villa Éleuthéria 4 promenade des Rives
11300 SAINT POLYCARPE

- **Mme Régine ROUANET**
*Union Départementale
des Associations Familiales*
17 rue René Iché
11000 CARCASSONNE

2) Nommés par le président du conseil départemental :

<u>Titulaire</u>	<u>Suppléant</u>
- M. Dany FOULQUIER 5 impasse du Chant du coq Le vert village - La Reille 11000 CARCASSONNE	- Mme Andrée DENAT 7 rue du Lebech 11370 LEUCATE

V - Délégué départemental de l'éducation nationale devant siéger à titre consultatif :

<u>Titulaire</u>	<u>Suppléant</u>
- M. Alain DENAT 12 rue Vertu Rives d'Aude 11120 ST MARCEL SUR AUDE	- M. Serge BOUSSIOUX Rue du Pont des Poupes 11300 LIMOUX

ARTICLE 2 :

Le reste sans changement.

ARTICLE 3 :

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude et la directrice des services départementaux de l'Éducation Nationale sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le **19 MAI 2017**

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale de la préfecture,



Marie-Blanche BERNARD